

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 19 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

BP 1

55 100 Dugny-sur-Meuse

Références : DT/20-2023
Code AIOT : 0006200900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 novembre 2022 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté : BP 1 – 55 100 Dugny-sur-Meuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP 1 – 55 100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny exploite une usine de production de chaux vive sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse. Les calcaires traités au sein de cette dernière proviennent de la carrière à ciel ouvert exploitée par cette même société à proximité immédiate de l'usine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockages d'huile,
- admission des déchets,

- castine,
- moyens incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Réutilisation des poussières dans le procédé	Arrêté Préfectoral du 13 mars 2017, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Description de l'installation	AP Complémentaire du 28 novembre 2017, article 2	/	Sans objet
2	Equipements de contrôle des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1	/	Sans objet
3	Fiche d'identification	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1	/	Sans objet
4	Certificat d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1	/	Sans objet
5	Contrôles d'admission	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1	/	Sans objet
6	Registres d'admission et de refus d'admission	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1	/	Sans objet
7	Dépôt d'huiles usagées	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 11.2	/	Sans objet
8	Moyens incendie du dépôt d'huiles	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 11.4.1	/	Sans objet
9	Moyens incendie du dépôt d'huiles	Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 11.4.2	/	Sans objet
10	Castine	AP Complémentaire du 28 novembre 2017, article 4	/	Sans objet
12	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 13 mars 2017, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas permis de relever d'écart majeur et a montré que l'exploitant était plutôt réactif pour apporter des éléments de réponse aux sujets abordés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28 novembre 2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Stockage d'huiles usagées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage est constitué de 2 cuves aériennes d'huiles usagées de 1 630 m ³ chacune, soit 2 934 tonnes, et d'un réservoir tampon de 200 m ³ (50 tonnes). La quantité totale autorisée est de 2 984 tonnes.
Constats : Le descriptif et la conformité des stockages et des quantités autorisées ont été vérifiés à la fois sur pièces en salle, ainsi que sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Equipements de contrôle des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, Aire d'attente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une aire d'attente doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission des déchets. Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis. Un tel équipement peut ne pas être exigé dans une installation n'accueillant que des déchets de nature relativement constante en provenance d'un nombre restreint de producteurs si les contrôles sont réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité.
Constats : Une aire d'attente est aménagée à proximité du pont bascule pour les contrôles d'admission des déchets. Un portique de détection de la radioactivité est présent. Aucun déclenchement n'a été enregistré par l'exploitant depuis sa mise en service en 2012. Ledit portique, qui fait l'objet d'une vérification annuelle par la société SAPHYMO, a été remplacé en février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fiche d'identification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, ou à défaut du détenteur, une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchets destiné à être incinéré :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur, - les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet, - la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir la traitement d'incinération prévu, - les teneurs en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP et tout autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation, - les modalités de la collecte et de la livraison, - les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation, - et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question. <p>Constats : L'exploitant dispose d'une base documentaire dédiée aux informations préalables (en interne : fiche d'identification d'un déchet). La consultation dans le cadre de la visite d'une fiche d'identification du producteur CHIMIREC, a permis de constater que les informations listées à ce paragraphe de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2017 étaient disponibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Certificat d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Délivrance du certificat préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant délivre, soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge... Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la composition chimique principale du déchets brut, - la teneur en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP, - le pouvoir calorifique... <p>L'ensemble des acceptations préalables dressées pour les déchets admis sur le site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient en permanence à jour le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un registre des acceptations préalables en lien avec les fiches d'identification des déchets. Des analyses sont réalisées en fonction des critères d'admission du déchet. Des contrôles par sondage ont été réalisés lors de la visite. Aucun registre des refus n'a été ouvert sur le site, car l'exploitant a précisé n'avoir à ce jour refusé aucune admission de déchet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôles d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Cas particulier des huiles usagées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les huiles usagées, les contrôles d'admission suivants sont appliqués : Sur lot entrants : - prise d'échantillon suivant un rythme aléatoire, soit à raison de une pour 1 000 tonnes (40 camions), avec un minimum de une par mois, soit suivant une périodicité constante (exemple : une par mois), - contrôle de teneur en métaux limité au cadmium, mercure et thallium. Sur chaque cuve de stockage de l'éliminateur : - prise d'échantillon tous les six mois, - bilan complet, sur cet échantillon, de teneurs en métaux lourds. Les recherches des teneurs en PCB, chlore et eau demeurent obligatoires préalablement à toute livraison d'huiles usagées d'un ramasseur agréé à un éliminateur agréé.</p> <p>Constats : L'exploitant réalise une analyse aléatoire et un prélèvement par camion pour élaborer un composite contrôlé chaque mois sur sa teneur en métaux. La consultation dans le cadre de la visite d'une fiche d'identification de la société MARTIN, a permis de constater que les informations listées à ce paragraphe de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 étaient disponibles. La vérification d'une prise d'échantillon semestrielle et d'un bilan complet (métaux, PCB, chlore, ...) a été effectuée lors du contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registres d'admission et de refus d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets : - le tonnage et la nature des déchets, - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur, - la date et l'heure de la réception, - l'identité du transporteur, - le numéro d'immatriculation du véhicule, - le résultat des contrôles d'admission définis précédemment. L'exploitant tient en permanence, à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, un registre de refus d'admission, où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les motifs du refus.</p> <p>Constats : Le contenu du registre d'admission a été contrôlé par sondage lors de la visite, pour une livraison effectuée par la société CHIMIREC en octobre 2022. La vérification a permis de constater que les informations répertoriées dans ledit registre respectaient les dispositions de ce paragraphe de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2017. Aucun registre des refus n'a été ouvert sur le site, car l'exploitant a précisé n'avoir à ce jour refusé aucune admission de déchet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dépôt d'huiles usagées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cuvette de rétention associée au dépôt de 2 x 1 630 m ³ est étanche et a une capacité utile au moins égale à 2 026 m ³ . La cuvette de rétention associée aux réservoirs de 200 m ³ et de 30 m ³ est étanche et a une capacité utile au moins égale à 259 m ³ .
Constats : Le contrôle visuel des rétentions associées au dépôt d'huiles usagées n'a pas permis de constater une quelconque détérioration des ouvrages. Les capacités précises des rétentions n'ont pas pu être déterminées lors de la visite, mais les éléments justificatifs ont été transmis par l'exploitant en date du 11 janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens incendie du dépôt d'huiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 11.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens à mettre en place sont, outre les extincteurs et la bouche d'incendie existant déjà sur place : - ... - mise en place d'une réserve d'émulseur de 4 900 litres, s'il s'agit d'un émulseur de type III ou 2 100 litres, s'il s'agit d'un émulseur de type I.
Constats : La présence de la bouche d'incendie et des extincteurs a été constatée lors de la visite. L'exploitant dispose sur le site de trois réserves d'émulseur de 4 000, 1 000 et 1 200 litres, permettant de répondre au volume minimum fixé de 4 900 litres pour un émulseur de type III.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens incendie du dépôt d'huiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29 mars 2007, article 11.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs sont munis de couronnes d'arrosage mixtes. Elles sont sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion ; et sont de plus, sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes.
Constats : La présence de couronnes d'arrosage sur les réservoirs, sectionnables à la fois séparément du réseau d'eau et d'émulsion, puis bac par bac, à l'aide de vannes situées dans un local dédié, a été constatée lors de la visite sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Castine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28 novembre 2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'air chargé de poussières issu des installations de criblage et de broyage au poste secondaire est extrait du bâtiment par une ventilation et est dépoussiéré avant rejet à l'atmosphère. Les silos de stockage de castine en amont du chargement par camions sont équipés de dépoussiéreurs au niveau de leur mise à l'air libre. Ces rejets respectent les valeurs limites d'émission et les modalités d'autosurveillance définies à l'annexe I de l'arrêté n° 2007-745 du 29 mars 2007 modifié.</p> <p>Constats : L'installation de criblage/broyage du poste secondaire dispose d'une cheminée équipée d'un filtre. Un suivi annuel des émissions de poussières est réalisé par la société ANECO. La consultation des rapports de contrôle sur la période 2018/2022 a permis de constater que les niveaux de rejet en poussières étaient nettement inférieurs à la VLE de 10 mg/Nm³ définie à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017. Des dépoussiéreurs sont présents au niveau des silos de stockage en amont du chargement par camions. L'exploitant ne réalise toutefois pas de surveillance des émissions de poussières de l'installation, car cette dernière n'est pas utilisée. En effet, la totalité de la production de castine est évacuée du site par voie ferroviaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Réutilisation des poussières dans le procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13 mars 2017, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Etude de réutilisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au Préfet, dans le délai maximal de 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté, une étude portant sur les possibilités de réutilisation des poussières de filtres dans le procédé, visant à réduire les déchets solides issus des procédés de fabrication de la chaux et à économiser ainsi les matières premières. Cette étude est effectuée en réponse à la MTD 54 des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la production de chaux publiées au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2013.</p> <p>Constats : Lors du contrôle, l'exploitant a précisé que la production de fines de dépoussiérage représentait environ 1 % de la production annuelle de chaux, soit de l'ordre de 3 500 t/an. Actuellement : - 60 % des fines de dépoussiérage sont valorisés vers un marché historique de travaux publics, - 25 % dans le domaine agricole. Les 15 % restants font l'objet de pré-étude pour une valorisation en sidérurgie par incorporation dans la production de castine. Cette démarche, dont les résultats sont encourageants, se poursuit à ce jour. Les trois marchés précités permettent par conséquent de couvrir l'intégralité des fines de dépoussiérage produites sur le site de DUGNY. Bien que l'exploitant ait étudié et mis en oeuvre des voies de valorisation des fines de dépoussiérage, l'inspection des installations classées demande à ce que les données et éléments techniques en lien avec le sujet soient compilés et intégrés dans une étude globale communiquée à Madame le Préfet de la Meuse, sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13 mars 2017, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers, ...).
Constats : Le site étant visé par les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant a mis en place une procédure dédiée (Plan de Surveillance PM2I du 21 juin 2013). Ledit plan de surveillance intègre des éléments par rapport à la surveillance et l'entretien des ouvrages, canalisations, ... Des fiches de suivi/surveillance, qui concerne également des équipements non visés par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, sont par ailleurs disponibles et archivées par l'exploitant. Les opérations mises en oeuvre dans le cadre du plan de surveillance sont également complétées par d'autres actions, comme par exemple des visites internes ("OPERA"), qui intègrent notamment des vérifications visuelles des ouvrages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet